Communiqué de presse

Rémunérations dans la Fonction publique : face au déni du Premier ministre, élever le rapport de force !

Sous la pression des organisations syndicales de la Fonction publique, le Premier ministre a consenti à les réunir pour présenter ses arbitrages, après les réunions avec le ministre de l'Action et des Comptes publics.

La FSU a réaffirmé que les politiques de rémunération menées depuis bientôt 10 ans, ont conduit à un déclassement salarial sans précédent pour l'ensemble des agent·es de la Fonction publique. Elle a rappelé que la crise d'attractivité que connaît la Fonction publique procède d'abord d'un déni salarial des qualifications, du travail, de l'engagement des agent·es publics pour leurs missions de service public, pour l'intérêt général.

La FSU a porté avec détermination la nécessité d'améliorer les conditions de vie et de travail de toutes et tous et donc la nécessité de mesures générales. Celles-ci doivent passer d'une part par l'augmentation de la valeur du point d'indice et sa réindexation sur l'inflation, et d'autre part par l'injection d'un nombre de points dans les grilles permettant de placer les bas de grilles nettement au-dessus du SMIC. En outre des mesures d'égalité salariale femmes/hommes sont d'une urgente nécessité, alors que les inégalités sont reparties à la hausse.

Le Premier ministre et le ministre de l'Action et des Comptes publics se sont contentés d'annoncer deux mesures :

- le versement de l'indemnité différentielle aux 1,1 millions d'agent.es dont la rémunération principale est passée en dessous du SMIC suite à sa récente revalorisation
- le relèvement de 8 points du minimum de traitement de la Fonction publique et des échelons jusqu'à l'indice 388, ce qui conduit à laisser près de 600 000 agent.es, en catégorie C et B, voir leur rémunération indiciaire rester inférieure au SMIC.

Ce faisant, le gouvernement maintient ainsi la situation de sous-smicardisation massive dans la Fonction publique et le déni de reconnaissance de tous et toutes les agent·es publics. Il renonce à

répondre à la crise d'attractivité des métiers des services publics, pourtant indispensables pour répondre aux besoins de la population, alors même que près d'un tiers d'entre elles et eux partira à la retraite dans les années à venir. C'est consternant !

La FSU continue de revendiquer un plan pluriannuel de revalorisation générale par l'augmentation de 20 % de la valeur du point d'indice, l'attribution uniforme de 80 points sur toute la grille indiciaire et la reconstruction des carrières pour leur redonner de l'amplitude et lever tous les obstacles à leur déroulement.

Pour maintenir la pression sur le gouvernement, élever le rapport de force pour une reconnaissance des agent·es publics à la hauteur de leur engagement, la FSU appelle les agent·es publics à être massivement en grève et dans les manifestations à l'appel de toutes les organisations syndicales de la Fonction publique le mardi 17 novembre.

Bagnolet, le 13 novembre 2026